

Le Monde, 7 février 202

https://www.lemonde.fr/societe/article/2023/02/07/val-d-oise-ouverture-d-une-enquete-apres-la-destruction-d-un-campement-de-roms-par-des-riverains-aides-de-la-municipalite_6160905_3224.html

Val d'Oise : ouverture d'une enquête après la destruction d'un campement de Roms par des riverains, aidés de la municipalité

Plus d'une centaine de personnes s'étaient donné rendez-vous dimanche après-midi au bois de Villeron, à proximité de Roissy-en-France, au nord-est de Paris.

Une enquête a été ouverte après la destruction d'un campement de Roms à Villeron, dans le Val-d'Oise, par des riverains aidés de la municipalité, ont fait savoir le parquet et la gendarmerie, mardi 7 février. Plus d'une centaine de personnes s'étaient donné rendez-vous dimanche après-midi au bois de Villeron, à proximité de Roissy-en-France, au nord-est de Paris. Elles manifestaient contre l'installation depuis octobre d'une dizaine de familles Roms, selon la gendarmerie du Val-d'Oise.

« Des gens ont été vindicatifs à l'égard des Roms qui ont dû partir devant les invectives de la foule », a raconté le commandant du groupement de gendarmerie du Val-d'Oise Quentin Petit, précisant que le maire de Villeron Dominique Kudla (SE) était présent à la manifestation déclarée. Après le départ de la soixantaine de Roms, « un certain nombre d'individus ont procédé à la destruction des cabanes construites de manière illégale », a encore relaté le colonel Petit. Enfin, le maire de Villeron a fait intervenir une pelleteuse pour détruire le campement.

Une enquête, confiée à la brigade de recherche de l'Isle-Adam, a été ouverte par le groupement de gendarmerie du Val-d'Oise, sous la direction du parquet de Pontoise. Elle « vise à préciser le déroulement des faits », déterminer « le rôle des différentes personnes » et « s'il y a eu ou non des violences aux personnes ainsi que des dégradations de biens », a précisé le parquet.

Lire aussi : [Aux côtés des Roms](#)

« Slogans anti-tziganes »

Il ne s'agit « pas de pratiques souhaitables dans le département », a réagi lundi le préfet du Val-d'Oise Philippe Court, en marge d'un point presse. « Les familles expulsées ont été

choquées et bouleversées par ce qui s'est passé », a rapporté de son côté Anthony Ikni, délégué général du collectif Romeurope, dénonçant « des slogans anti-tziganes ».

Bien avant la manifestation, des riverains « *ont commencé à harceler les habitants du bidonville. Certains ont dit que s'ils ne partaient pas, ils allaient tout brûler* », assure M. Ikni qui accuse de « *complicité* » la municipalité de Villeron et de « *passivité* » de la part des forces de l'ordre, qui ont « *été témoins de l'expulsion illégale sans réagir* ».

« *Il s'agit d'une attaque inacceptable, les habitants n'ont pas à se faire justice eux-mêmes* », dénonce le collectif Romeurope qui réunit 48 associations et collectifs défendant les droits des personnes vivant en squat, bidonville ou à la rue, Roms ou désignées comme telles. Une procédure d'expulsion était en cours devant le tribunal administratif de Pontoise, a fait savoir la communauté d'agglomération Roissy Pays de France, propriétaire du terrain, tout en précisant « *ne pas cautionner* » les violences.

Lire aussi : Article réservé à nos abonnés [Les Français se disent moins racistes, mais les « vieux clichés » ont la vie dure](#)

Le Monde avec AFP